



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Charles Durosselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 15/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HENNESSY Jas & Co

1 rue de la Richonne
BP 20
16100 Cognac

Références : 2025 514 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007211235

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2025 dans l'établissement HENNESSY Jas & Co implanté Pont Neuf 16130 Salles-d'Angles. L'inspection a été annoncée le 14/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HENNESSY Jas & Co
- Pont Neuf 16130 Salles-d'Angles
- Code AIOT : 0007211235
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site HENNESSY de Salle d'Angles est un établissement d'embouteillage d'eau de vie de Cognac. Il est autorisé à exploiter par l'arrêté préfectoral du 21/07/2015 complété par l'APC du 02/04/2019. Le magasin de grande hauteur stockant l'ensemble des produits finis est appelé MGH dans la suite du rapport.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	30 jours
3	MGH et cuverie – Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 7.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 7.2.3	Demande d'action corrective	30 jours
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 7.3.2	Demande d'action corrective	30 jours
9	Cuverie, MGH – portes	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 8.1.3.2	Demande d'action corrective	30 jours
10	Cuverie et MGH – Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 8.4.3.1	Demande d'action corrective	30 jours
11	Local de matières sèches	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 8.1.3.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
12	Emulseur (PFOA)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
15	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	30 jours
19	Etanchéité des groupes froids	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R543-79	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Cuverie – Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 8.4.3.4	Sans objet
7	Cuverie – Installations électriques IP55	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 8.1.4.1	Sans objet
8	Cuverie – Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 7.3.2	Sans objet
13	Foudre – Rapport de vérification des installations foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
14	Foudre – Compteur foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
16	Inspection périodique - Sécheur 32037/2 (n° de fabrication 23754)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
17	Contrôle de la plaqued'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Sans objet
18	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que la situation administrative du site se semblait pas correcte. L'exploitant doit se positionner sur le classement 1510, 1530 ou 1532 de son établissement. Au regard des éléments de réponse apportée, l'inspection précisera si l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 est applicable ou non à l'exploitant et si oui dans quels bâtiments.

L'inspection a aussi constaté l'absence de système de désenfumage au niveau des locaux de matières sèches bien que ceux-ci peuvent être considérés comme des locaux à risque incendie. L'inspection a constaté que des équipements frigorifiques (entre autre) ne sont pas suivi au titre des équipements sous pression.

L'exploitant doit répondre aux différentes non-conformités relevées dans le rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée :
Tableau d'activité
Constats :
<p>Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'une cuverie stockant uniquement de l'alcool,- d'un magasin de grand hauteur pour le stockage des produits finis (bouteilles d'alcool en verre dans des cartons sur palettes),- d'un local de stockage des palettes bois,- de plusieurs locaux de stockage de matières sèches (verre, cartons, bouchons, film plastique, etc.). <p>L'arrêté préfectoral complémentaire du 02 avril 2019 indique que :</p> <ul style="list-style-type: none">- les produits stockés dans la cuverie sont classés sous la rubrique 4755.- le verre, les cartons, les bouchons, les étiquettes ainsi que les produits finis sont classés sous la rubrique entrepôt 1510.- le carton est aussi classé sous la rubrique 1530.- les palettes sont classées sous la rubrique 1532. <p>Toutefois, au regard des différents guides entrepôts rédigés suite à la parution de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'inspection précise que l'ensemble du site est considéré comme un IPD avec plusieurs cellules (recoupées ou non) dans la mesure où ces stockages sont couverts : magasin de grand hauteur, local de stockage de palettes, locaux de stockage de matières sèches, etc.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été ne mesure de préciser le tonnage de palettes et de matières sèches combustibles présents sur le site (< ou > à 500 tonnes).</p> <p>L'exploitant a précisé que la quantité d'alcool présent dans le magasin de grande hauteur est d'environ 2891 m3. L'inspection estime que l'ensemble du poids des palettes de produits conditionnés peut être estimé à peu près à 3000 T (> 500 T).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant précise le tonnage maximum de carton, papier, plastique, étiquette, etc stockés dans les locaux de matières sèches (volume max autorisé à 3340 m3 - rubrique 1530).

L'exploitant précise le tonnage maximum de palettes stockées dans le local palette (volume max autorisé 800 m3 - Rubrique 1532).

En fonction des éléments de réponses apportées, et en considérant que le tonnage de la rubrique 4755 est nettement supérieur à 500, l'inspection précise que :

- Si les tonnages des rubriques 1530 et 1532 (additionné) est > 500 T, alors le site serait classé 1510 et 4755.
- Si le tonnage des rubriques 1530 et 1532 (additionné) est < 500 T, alors le site serait classé 4755 et 1530 et/ou 1532 (en fonction du volume stocké).

Dans le cas où le site serait classé 1510, l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 s'appliquerait à l'ensemble du site (sauf la cuverie et peut être la zone d'expédition). En effet, certains locaux ne sont pas recoupés (Ex : local de matières sèches avec transporteur hélicoïdale traversant le plafond (cf. point de contrôle n°11) / magasin de grande hauteur communiquant avec la zone boucle sortie TK/STV). Les dispositifs relatives aux désenfumage, compartimentage, etc seraient applicables.

Dans le cas, où le site serait classé uniquement 1530 ou 1532, seules les dispositions des arrêtés ministériels à déclaration seraient applicables à date du 21/07/2015 (cf. point de contrôle 11).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection l'état des stocks:

- cuverie : 1593 m3
- Produits finis : 2891 m3.
- Matières sèches : l'exploitant a présenté une extraction des cartons, bouchons, étuis, etc. sans inclure les palettes. L'inspection a constaté qu'il n'était pas possible de connaître le volume exact

des matières sèches présentes sur le site, ni leur tonnage (cf point de contrôle n°1).
<p>L'exploitant a précisé qu'en cas d'incendie, il serait indiqué au SDIS le volume maximal susceptible d'être stocké sur le site.</p> <p>L'exploitant a indiqué être en cours de finalisation de cet état des stocks.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des stocks qui inclut toutes les matières sèches dont les palettes en étant au plus près des quantités réellement stockées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : MGH et cuverie – Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux à risque incendie ainsi que le local de stockage produits finis et celui de la cuverie, sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrulés dégagés et cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du local.</p> <p>[...]</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local où depuis la zone de désenfumage. Ces commandes seront placées près des issues de secours [...]</p> <p><u>+ Article 4 - Annexe I de l'arrêté du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</u></p> <p>4. Dispositions relatives au comportement au feu des dépôts abritant des stockages couverts</p> <p>4.1. Structure du bâtiment</p> <p>[...]</p> <p>Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'installations de désenfumage dans le local de stockage de produits finis (MGH), dans la cuverie et dans le local de stockage des palettes.</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de désenfumage dans les locaux de stockage de matières sèches. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier pourquoi aucun exutoire n'était installé dans ces locaux bien que ces locaux puissent être considéré comme des locaux à risque incendie. L'inspection a constaté que ces locaux sont en sous-sol du bâtiment d'embouteillage. Le désenfumage pour ces locaux doit être installé comme ce qui est observé sur d'autres établissements de la profession.</p> <p>Par courriel du 26 mars 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le dernier rapport de vérification des installations de désenfumage réalisée par A2S en 2024. L'inspection constate qu'aucune date n'est indiqué sur le document.</p> <p>L'inspection a constaté qu'un vérin doit être changé. L'exploitant a transmis à l'inspection le bon de commande relatif à son changement (bon de commande du 16/01/2025).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle à l'organisme de contrôle que les rapports de vérification doivent être datés.</p> <p>L'exploitant justifie de façon détaillée pourquoi il considère que les locaux de matières sèches ne sont pas des locaux à risque (d'autant plus que dans la filière, des locaux d'autres établissements sont munis de désenfumage). Dans le cas contraire et considérant que ces locaux sont à risque incendie, l'exploitant propose à l'inspection un calendrier d'installation de système de désenfumage dans les locaux de matières sèches .</p> <p>L'exploitant remplace le vérin défectueux et justifie à l'inspection son remplacement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 7.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, RIA, extincteur, Poteaux Incendie, Sprinklage, réserve d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une réserve d'eau d'au moins 1 080 m3 destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours, (POUR LA CUVERIE) - d'une réserve d'eau d'au moins 600 m3 destinée à alimentation en eau du réseau de sprinklage et des poteaux incendie ; -un réseau de RIA permettant dans les locaux autres que les bureaux et les lieux de restauration la mise en place du dispositif du tir croisé via au moins deux RIA, [...] ;

-d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Constats :

L'inspection a constaté la présence de :

- une réserve d'eau de 1080 m3 pleine,
- RIA,
- extincteurs.

Le jour de l'inspection, il n'a pas été contrôlé le niveau d'eau de la réserve enterrée servant pour le sprinklage.

Par courriel du 26/03/2025, l'exploitant a transmis les rapports suivants :

- Rapport de vérification des extincteurs réalisée en interne entre février et juin 2024 : RAS
- Rapport de vérification des RIA et des PIA réalisée par UXELLO Cognac le 5/12/2024 : Le rapport fait apparaître 4 RIA non-conforme (16/17/24/31) + un certain nombre d'observation.
- Rapport de vérification semestrielle du sprinklage par UXELLO COGNAC le 21/11/2024 : L'inspection note que des remises en état sont à effectuer.
- Rapport de vérification triennale du sprinklage par UXELLO COGNAC en janvier 2023 : RAS
- Rapport de vérification des GMPI par UXELLO Cognac : L'inspection constate que la date n'est pas précisée. L'inspection constate que la date indiquée pour la mise en service de la batterie pour le GMPI B2 est notée au 12/07/1905. L'inspection constate que des observations et correctifs sont indiqués dans le rapport. L'inspection constate que ni le technicien ni la société HENNESSY n'a signé le rapport de contrôle des 2 GMPI.
- Rapport de vérification du système de dosage Firedos réalisé par Hydrotop pour le compte d'UXELLO Cognac : système fonctionnel
- Rapport de vérification des poteaux incendie : le poteau n°44 est HS.

L'exploitant a indiqué que la norme utilisée pour le sprinklage est la norme FM GLOBAL.

Le jour de l'inspection, il a été réalisé un test du GMPI incendie B1. Le test a été OK.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant justifie que toutes les observations relevées dans le rapport de vérification des RIA ont été levées.</p> <p>L'exploitant justifie que les remises en état notées dans le rapport de vérification semestrielle du sprinklage par UXELLO COGNAC ont bien été réalisées.</p> <p>L'exploitant justifie que les observations et correctifs du rapport de vérification des GMPI ont été soldés. L'inspection rappelle que les rapports doivent être datés et signés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Cuverie – Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 8.4.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Fosse d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque chai est pourvu d'un réseau permettant de récupérer et de canaliser les alcools de bouche et les eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des bâtiments de stockage d'alcool vers un bassin étouffoir de 200 m3 permettant l'extinction des effluents enflammés puis vers un bassin de rétention de 3100 m3.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les alcools de bouche et les eaux d'extinction incendie de la cuverie sont collectés dans la cuverie puis envoyés vers le bassin étouffoir (l'exploitant a précisé que son volume est de 200 m3) via un siphon coupe-feu. Les effluents sont ensuite dirigés en surverse vers une première rétention étanche puis par surverse dans une bassin paysager étanche. L'exploitant a précisé que le premier bassin de rétention dispose d'un volume de 250 m3 et le bassin paysager d'un volume de 2930 m3, soit au total 3180 m3.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le circuit était le même pour les produits finis présent dans le magasin de grande hauteur (eaux d'extinction incendie et déversement accidentel).</p> <p>L'inspection a constaté la présence du bassin étouffoir, du bassin de rétention et du bassin paysager vide.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une pompe de relevage qui selon l'exploitant serait utilisée pour vidanger le 1er bassin de rétention de manière à garder un volume utile de 250 m3 en permanence.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent,

Constats :

Par courriel du 26 mars 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification des installations électriques du site réalisé le 21/11/2024 (Rapport APAVE - Intervention du 30/10/2024 au 14/11/2024)
--

Ce rapport fait état de 5 observations :
--

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- n°1 : non levée- n°2 : levée le 09/01/2025- n°3 : levée le 15/11/2024- n°4 : non levée mais concerne une borne de recharge véhicule électrique- n°5 : levée |
|---|

L'exploitant a justifié par des photos que les non-conformités ont été levées.
--

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

L'exploitant lève les 2 dernières non-conformités et transmet à l'inspection les justificatifs.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Cuverie – Installations électriques IP55

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 8.1.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Installations IP55
--

Prescription contrôlée :

Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs ...) ainsi que les prises de courant, situés à l'intérieur des installations de stockage, sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.
--

Constats :

Par sondage, il a été contrôlé que les pompes et agitateurs présents dans la cuverie sont IP55. L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.
--

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Cuverie – Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre

Prescription contrôlée :

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été constaté que l'ensemble des cuves et autres éléments métalliques sont reliés à la terre.

Par courriel du 26 mars 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un schéma de la continuité électrique dans la cuverie.

L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Cuverie, MGH – portes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 8.1.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Portes coupe feu
--

Prescription contrôlée :

Cuverie :

Les portes situées entre deux cellules sont EI120 (coupe feu 2h), les portes extérieures du chai sont EI30 (pare-flamme degré une demi-heure). De plus, ces portes sont équipées d'un seuil où d'une grille ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement vers l'extérieur de liquides enflammés où non.

Bâtiment stockage produits finis (MGH) :

Les portes communicantes entre deux cellules sont EI 120 et équipées d'un système de fermeture automatique en cas d'incendie dans l'une des deux cellules.

Constats :

Cuverie : L'inspection a constaté que la porte donnant sur le quai de chargement / déchargement est EI120. L'inspection a constaté qu'un seuil est présent au niveau de la porte donnant sur le quai de chargement / déchargement.

Bâtiment stockage produits finis : L'inspection a constaté la présence de porte coupe-feu EI120, équipées d'un système de fermeture automatique en cas d'incendie. Ce système n'a pas été

testé. L'inspection a constaté que le bâtiment stockage produits n'est pas recoupé avec la zone de boucle sortie TK/STV mais que ces deux cellules sont recoupées du reste du bâtiment.

Local de matières sèches : L'inspection a constaté la présence de portes coupe-feu au niveau de chaque local de matières sèches. Un test de la porte coupe-feu du local étui / bouchon a été réalisé. Le test a été concluant.

L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 10 : Cuverie et MGH – Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 8.4.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Détecteur incendie

Prescription contrôlée :

L'ensemble du site sera équipé d'un système d'alarme.

Constats :

L'exploitant a indiqué disposer d'un seul SSI pour tout le site.

Par courriel du 26 mars 2025, l'exploitant a transmis le rapport de vérification réalisé par CHUBB (Intervention du 27 août 2024 au 22 octobre 2024).

Le rapport indique que l'installation est fonctionnel mais que des filtres VESDA sont à changer et que le détecteur 3112 est en défaut.

L'exploitant a présenté à l'inspection le devis du 15 avril 2024 relatif au remplacement du détecteur 3112.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précise pourquoi le devis pour le remplacement du détecteur 3112 est au 15 avril 2024 alors que la vérification a eu lieu du 27 août 2024 au 22 octobre 2024.

L'exploitant précise si le détecteur 3112 a bien été remplacé.

L'exploitant justifie que les filtres VESDA ont été changés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 11 : Local de matières sèches

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 8.1.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : <u>Bâtiment matières sèches et mises en bouteilles :</u> <i>Rez de chaussée Matières Sèches :</i> Structure R60 béton ou parpaing et planchers béton. Façades bardage isolé simple peau et vitrage <u>+ Article 4 - Annexe I de l'arrêté du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</u> 4. Dispositions relatives au comportement au feu des dépôts abritant des stockages couverts 4.1. Structure du bâtiment Pour ces stockages, les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - les parois extérieures sont construites en matériaux A2 s1 d0 (respectivement M0 lorsque les matériaux n'ont pas encore été classés au regard des euroclasses) ; - planchers hauts REI 120 (respectivement coupe-feu de degré 2 heures) ; - l'ensemble de la structure présente les caractéristiques REI 30 ; [...]
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté au sein d'un local de matières sèches un transporteur hélicoïdale traversant le plafond permettant de transporter les cartons de bouteilles de cognac depuis l'embouteillage vers la zone d'entreposage. L'inspection a constaté que le plancher haut n'était pas coupe-feu 2 heures.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant étudie la possibilité de rendre coupe-feu 2 heures l'escalier hélicoïdale. Dans l'impossibilité technique, l'exploitant supprime tout stockage de matières combustibles au sein de ce local.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 12 : Emulseur (PFOA)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

L'exploitant a indiqué disposer d'une cuve de 14 m3 d'émulseur pour le sprinkalge de la cuverie. Par courriel du 26 mars 2025, l'exploitant a transmis la fiche technique de l'émulseur ANSULITE LOW VISCOSITY 3x3 AR-AFF Foam Concentrate. Le taux d'éléments fluorés de cet émulseur est compatible pour un maintien en l'état au delà de l'échéance de juillet 2025.

L'inspection a constaté que cet émulseur ne fait pas partie des émulseurs particulièrement performants et qualifiés par le GESIP (<https://gesip.com/liste-des-emulseurs-qualifies/>).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie comment les taux d'application ont été calculés pour cet émulseur non particulièrement performants.

L'exploitant justifie que cet émulseur est particulièrement performant pour éteindre un feu d'alcool.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 13 : Foudre – Rapport de vérification des installations foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification visuelle et complète
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.
Constats : Par courriel du 26 mars 2025, l'exploitant a transmis : - le rapport de vérification interne des installations de protection contre la foudre réalisé le 11/09/2024 par un technicien interne. - le rapport de vérification complète de juillet 2023 (document 07/23/8450/TCT par TELCOMTEC) : des protections sont inaccessibles, introuvables et donc non vérifiées. Un courriel du contrôleur justifie que le nombre de mise à la terre est suffisant. Les protections inaccessibles, introuvables et donc non vérifiées ne sont pas nécessaires pour la protection foudre des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Foudre – Compteur foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Compteur foudre
Prescription contrôlée : Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué utiliser météorage pour le suivi des impacts foudre sur le site. L'exploitant a indiqué ne pas avoir constaté d'impact foudre en 2024 et 2025 sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification periodique. L'exploitant tient cette liste a la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils a pression.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection la liste des équipements sous pression présents sur le site. Cette liste comprend uniquement les compresseurs d'air et leurs équipements annexes. L'inspection a constaté que les 3 groupes froids ou encore les vases d'expansion ne sont pas présents dans la liste.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complète la liste des équipements sous pression présents sur le site en incluant tous les ESP présents sur le site (groupe froid, vase d'expansion, etc.). L'inspection réalise les inspections et requalifications périodiques sur les nouveaux ESP inclus dans la liste.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 16 : Inspection périodique - Sécheur 32037/2 (n° de fabrication 23754)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – IP
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

<p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p> <p>+ article 15.I de l'arrêté du 20/11/2017 :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : [...]. Pour les autres équipements [...] la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 26 mars 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection la dernière inspection périodique du sécheur 32037/2 (n° de fabrication 23754).</p> <p>L'inspection périodique conclut que les résultats des contrôles et des essais réalisés sont satisfaisants.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Contrôle de la plaqued'identification des ESP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une plaque sur le sécheur 32037/2 (numéro de fabrication : 23754).</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

Prescription contrôlée :

I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.

A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.

Constats :

L'inspection a constaté que le sècheur n°32037/2 dispose d'une soupape tarée à 10 bars (la PSM_{ax} du sècheur est de 10 bars).

L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Etanchéité des groupes froids

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R543-79

Thème(s) : Produits chimiques, Contrôle

Prescription contrôlée :

Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.

Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé dans les conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement.

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été vérifié si le contrôle d'étanchéité sur le groupe froid n°3 a été réalisé. L'inspection n'a pas regardé les groupes frigorifiques 1 et 2.

Par courriel du 31 mars 2025, l'exploitant a transmis la dernière vérification réalisée par MITSUBISHI ELECTRIC.

L'inspection a constaté que l'intervention a été réalisé le 21 janvier 2025 (vu sur le fiche d'intervention) et qu'aucune fuite n'a été constatée. Toutefois, dans le rapport d'intervention, il est indiqué que le contrôle a été réalisé le 20 janvier 2025.

Sur l'équipement l'inspection a constaté un macaron bleu indiquant "reconnu étanche - décembre 2024".

L'inspection rappelle que la date indiquée sur le macaron est la date de fin de validité du contrôle réglementaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant étiquette correctement les groupes froids suite au contrôle périodique d'étanchéité réalisé en janvier 2025. La date qui doit être affichée sur le macaron doit être la date du prochain contrôle périodique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours